

Sainte Anne. Les organisations syndicales s'opposent à la délocalisation des services du site des finances publiques. Ils étaient en grève hier.

La grande braderie des services publics

■ Un immeuble dont le deuxième étage a vue sur mer, cela a de quoi faire saliver plus d'un promoteur immobilier. Et le centre des Finances publiques de Sainte Anne, dans le 8ème arrondissement de Marseille, a justement ce privilège. Ce n'est pas d'aujourd'hui que ce site, appartenant à l'Etat, excite les convoitises de promoteurs. Et bien que jusqu'à aujourd'hui il n'y ait pas eu de passage à l'acte, « *sauf une tentative en 2012 mais loin d'être suffisamment alléchante* », souligne Jean-Claude Estival, responsable CGT du centre, salariés et usagers s'inquiètent d'une éventuelle délocalisation de leur service. Les organisations syndicales CGT et Solidaires, soutenues par les citoyens du quartier et les usagers ont observé hier une journée de grève très largement suivie et prouvant que les revendications des uns ne sont jamais très éloignées de celles des autres. Pour les agents, qui seraient concentrés à 90% sur le site de Borde Prado, cela signifierait des conditions de travail exécrables. Pour les usagers, la fin d'un service de proximité.

La gabegie de l'administration

Ce qui met en colère les 300 agents du site de Sainte Anne, c'est avant tout le dévoiement de la mission du service public inhérent à tout projet de délocalisation. « *Que fait-on de l'accès aux services des personnes à mobilité réduite, des habitants du quartier et de l'ensemble des usagers des 7ème, 9ème et 10èmes arrondissements. Et que fait-on encore de nos conditions de travail si nous sommes condamnés à une mobilité forcée* », Pour Jean-Claude Estival, si les conditions de proximité des usagers sont « à



Agents des finances publiques et habitants du quartier refusent la délocalisation du site. MIGUE MARIOTTI

peu près correctes, ce site est cependant l'un des derniers à satisfaire à cette exigence », il n'en reste pas moins, comme le souligne Denis Chovet, secrétaire départemental de Solidaires, que « *la gabegie de l'administration en terme de loyers sur certains de ses sites, est effrayante* ».

Pour Philippe Laget, secrétaire départemental CGT Finances publiques, « *il serait plus judicieux de rationaliser le patrimoine de l'Etat en implantant des services publics dans le parc public et non dans le*

parc privé, comme c'est toujours le cas ».

Sollicités, les élus des arrondissements concernés, de gauche et de droite, ainsi que la mairie de Marseille, ont déclaré soutenir la volonté des agents et des usagers de ne pas céder le site de Sainte Anne.

Quant au préfet des Bouches-du-Rhône, également sollicité pour l'organisation d'une table ronde, « *il n'a pour l'instant pas réagi*, déplore Claude Guilhem, président du CIQ, présent aux

côtés des salariés lors de cette journée de grève. *J'ai également interpellé les commerçants pour leur demander de réagir, mais il semble que jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont pas pris toute la mesure des conséquences que pourrait avoir la fermeture de ce site sur leurs activités. On se demande cependant qui ferait travailler le restaurant à immédiate proximité du site si les 300 agents qui l'animent n'étaient plus là* »...